



Montreuil, le 21 juin 2022

M. Stanislas GUERINI
Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques
Courriel : sp.mtftp@transformation.gouv.fr

M. Olivier DUSSOPT
Ministre du Travail, du plein emploi et de l'Insertion
Courriel : sec.ministre.travail@cab.travail.gouv.fr

N/Réf. : NP/AY/CLN
N°74_20220621

Objet: Préavis de grève pour les journées du 1^{er} juillet 2022 au 31 août 2022 couvrant l'ensemble des salarié-es et agent-es des villes, départements, régions, établissements publics, métropoles, offices de l'habitat, services et entreprises de l'eau et de la thanatologie

Messieurs les Ministres,

À l'issue du résultat du deuxième tour des élections législatives, le nombre de ministres battus est suffisamment conséquent pour qu'il n'y ait pas de doute sur la sanction à l'égard de la politique du gouvernement. L'ensemble des citoyens a imposé un débat lors de ces législatives sur les vrais problèmes: salaires, emplois, logement, social. La diversion identitaire n'a pas été possible. Les résultats sortis des urnes, malgré une abstention importante, confirment que la persistance de nos revendications pour imposer un débat sur les vrais problèmes, pour lutter contre la fascisation de la société est indispensable. Il est urgent de considérer avec sérieux les revendications des fonctionnaires, agents publics et salariés.

Le gouvernement a indiqué, à plusieurs reprises, que le relèvement du point d'indice de la Fonction publique fera partie du projet de loi de finance rectificative consacré au pouvoir d'achat, projet de loi qui serait examiné par la nouvelle Assemblée nationale issue des élections législatives.

Bien qu'il soit nécessaire de relever le niveau des rémunérations des fonctionnaires à hauteur de l'inflation, cela ne suffira pas à rattraper les années de gel du point d'indice ni de résoudre le tassement des grilles pour toutes catégories hiérarchiques confondues.

Afin de répondre aux besoins de l'ensemble des agents à leur engagement et à leur revendication d'une rémunération juste, assise sur les qualifications et la formation professionnelle, la fédération CGT des Services publics revendique l'augmentation minimum immédiate de 10% du point d'indice, son indexation sur l'inflation, la reconnaissance des qualifications et des grilles de rémunération permettant un véritable déroulement de carrière, qui sont et demeurent les garanties fondamentales, avec le statut, de l'égalité de traitement de tous les agents de la Fonction publique.

Par ailleurs, les annonces présidentielles de la reprise des conditions de départ à la retraite en repoussant encore l'âge légal de départ à taux plein et de suppression des régimes spéciaux ne peuvent être entendables pour l'ensemble des fonctionnaires et agents du service public et du champ privé.

Le quotidien des 1 900 000 agent-es de la territoriale, c'est la perte de sens du travail, des pressions de plus en plus importantes de nos employeurs, des salaires bloqués et des conditions d'existence de plus en plus difficiles, un manque de reconnaissance. Dans toutes les mairies, dans les conseils départementaux, les métropoles, les établissements intercommunaux, dans les régions, dans les SDIS, les établissements publics de santé, du logement, dans le secteur de l'eau, de la thanatologie, nous avons toutes les raisons de rejeter cette politique. Ce que nous voulons est pourtant simple, c'est pouvoir travailler dans les meilleures conditions, avec une garantie de carrière, avec des salaires qui évoluent de manière significative et pouvoir profiter d'une retraite en bonne santé avec un départ maximum à 60 ans à taux plein.

Parce que la question sociale est portée au premier rang des attentes des travailleurs et travailleuses du secteur public comme du privé, les privé-es d'emploi, les retraité-es, les jeunes en formation, la fédération CGT des Services publics partage une même priorité face à l'augmentation du coût de la vie : il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations.

... / ...

Voilà pourquoi, la fédération CGT des Services publics reste toujours plus déterminée, et avec les agent-es et salarié-es du champ fédéral, portent les revendications suivantes :

- Le dégel du point d'indice et son augmentation minimum immédiate de 10% et son indexation sur l'inflation;
- Le rattrapage de toutes les pertes accumulées depuis 12 ans ;
- La réaffirmation de la valeur du point comme élément essentiel du traitement et du calcul de la retraite ;
- L'augmentation immédiate des pensions et des retraites ;
- Des NAO dans les offices de l'habitat et les entreprises de l'eau et de la thanatologie, avec revalorisation du minimum salarial à 2000 euros et augmentation générale de l'ensemble des rémunérations.

Parce que la question sociale, c'est aussi les conditions de vie au travail et les conditions de vie après le travail, la fédération CGT des Services publics revendique :

- L'arrêt des suppressions de postes et fermetures des services publics, la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour répondre aux besoins des populations dans une organisation équilibrée et écologiquement responsable des territoires, le réengagement financier de l'État dans le financement des services publics ;
- Le recrutement massif d'emplois statutaires et l'ouverture des postes nécessaires et l'augmentation de 10% minimum des effectifs de la Fonction publique ;
- L'arrêt de tout processus d'augmentation du temps de travail, sa réduction à 32h par semaine soit 10% de temps de travail en moins, et en premier lieu le rétablissement de tous les accords sur le temps de travail passés avant 2001 ;
- Le départ à la retraite à taux plein à 60 ans maximum.

Ainsi que :

- Pour l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique dans sa totalité et dans toutes ses déterminations, ce qui passe par l'annulation des ordonnances qui en sont issues ;
- Pour l'abrogation de la loi 3 DS, dont la « différenciation » des droits est l'objectif principal ;
- Pour une stricte égalité des salaires entre les femmes et les hommes ;
- Pour en finir avec l'état d'urgence dit sanitaire et ses mesures liberticides et coercitives ;
- Pour la défense et le renforcement des services publics locaux et l'arrêt de tous les processus de privatisation ;
- Pour l'abrogation du jour de carence.

La fédération CGT des Services publics prend une fois de plus ses responsabilités en déposant un préavis de grève de 0 h à 24 h pour les journées suivantes : 1er juillet 2022, 2 juillet 2022, 3 juillet 2022, 4 juillet 2022, 5 juillet 2022, 6 juillet 2022, 7 juillet 2022, 8 juillet 2022, 9 juillet 2022, 10 juillet 2022, 11 juillet 2022, 12 juillet 2022, 13 juillet 2022, 14 juillet 2022, 15 juillet 2022, 16 juillet 2022, 17 juillet 2022, 18 juillet 2022, 19 juillet 2022, 20 juillet 2022, 21 juillet 2022, 22 juillet 2022, 23 juillet 2022, 24 juillet 2022, 25 juillet 2022, 26 juillet 2022, 27 juillet 2022, 28 juillet 2022, 29 juillet 2022, 30 juillet 2022, 31 juillet 2022, 1er août 2022, 2 août 2022, 3 août 2022, 4 août 2022, 5 août 2022, 6 août 2022, 7 août 2022, 8 août 2022, 9 août 2022, 10 août 2022, 11 août 2022, 12 août 2022, 13 août 2022, 14 août 2022, 15 août 2022, 16 août 2022, 17 août 2022, 18 août 2022, 19 août 2022, 20 août 2022, 21 août 2022, 22 août 2022, 23 août 2022, 24 août 2022, 25 août 2022, 26 août 2022, 27 août 2022, 28 août 2022, 29 août 2022, 30 août 2022, 31 août 2022 pour l'ensemble des agent-es de la Fonction publique territoriale et pour les salarié-es relevant de la partie privée de notre champ fédéral (entreprises de l'eau et de l'assainissement, thanatologie, secteur privé du logement social).

Notre organisation est disponible pour toute négociation sur les revendications des personnels.

Dans cette attente, nous vous adressons, Messieurs les Ministres, nos sincères salutations

Pour la fédération CGT des Services publics
Natacha POMMET,



Secrétaire générale